



## TRI de Nîmes



**Identifiant du TRI** FRD\_TRI\_NIMES  
**Région(s)** Languedoc-Roussillon  
**Département(s)** Gard

### Liste des contributions des parties prenantes

<b>Conseil régional LR</b>	Le CR propose d'étendre le périmètre aux 12 communes suivantes : Clarensac, Vergèze, Codognan, Le Cailar, Vauvert, Aubord, Bouillargues, Manduel, Saint-Gervasy, Bezouze, Le Redessan, La Calmette, en plus des 9 communes déjà intégrées.
<b>Ville de Nîmes</b>	La ville propose de limiter le périmètre TRI à celui de la commune de Nîmes, afin selon elle de mettre en évidence la spécificité hydraulique de ce territoire.
<b>syndicat mixte du bassin versant du Vistre</b>	Propose d'étendre le périmètre du TRI aux communes de Clarensac, Aubord, Bouillargues, Manduel, Redessan, Bezouze, Saint Gervasy, Vergèze, Codognan, Vauvert et Le Cailar. Ces communes font partie du bassin de vie particulièrement exposées au risque.
<b>syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion équilibrée (SMAGE) des Gardons</b>	Souligne que le nord de la commune de Nîmes fait partie du bassin versant des Gardons et qu'il convient de s'interroger sur le prolongement du TRI dans l'axe Nîmes – Alès. A ce titre le SMAGE propose d'étendre le TRI à la commune de La Calmette.
<b>CLE SAGE Vistre, nappes Vistrenque Costières</b>	Propose un périmètre comprenant 21 communes, identique à celui proposé par ailleurs par d'autres collectivités.
<b>Chambre d'agriculture du Gard</b>	Mentionne la non prise en compte de communes du département non pris en compte malgré les dommages qu'elles ont subies lors des crues de 2002 et 2003. Souhaite s'assurer du maintien et du développement des aides financières en matière de réduction de la vulnérabilité, et ce pour l'ensemble des zones inondables du Gard.
<b>CCIR LR</b>	Souligne la nécessité de prendre en considération dans les étapes à venir, les impacts des risques d'inondations pour les activités économiques et l'activité touristique (augmentation de la population en saison et de l'activité économique)
<b>SPC Grand Delta</b>	Propose des précisions sur les phénomènes d'inondation et les crues passées Propose des compléments sur les enjeux en terme de prévision des inondations pour le SPC S'interroge sur la pertinence d'intégrer Caveirac (peu de rapport hydrologique avec les autres communes même si enjeux en terme d'inondation, BV du Rhône) S'interroge sur la non prise en compte de certaines communes en rapport direct avec le territoire (BV Vistre) et particulièrement sensibles (Aubord voire Générac ou Beauvoisin)

<b>Syndicat Mixte du S.C.O.T Sud Gard</b>	<p>Interrogations sur l'absence de différentes communes dans les TRI proposés (Sommières, Saint Gilles, Boulbon, Vallabrègues, Port Saint-Louis ...)</p> <p>Propositions de TRI non cohérentes au regard de la logique globale souhaitée au niveau du SCOT</p> <p>Interrogations sur la méthode de délimitation des TRI (« qu'est ce qu'un territoire à risque « important » d'inondation? »)</p> <p>Souhait que les TRI soient calés sur de grands espaces non ségrégatifs car la véritable résilience se construit et s'organise adossée aux territoires « de solidarité ».</p> <p>Rappel des positions déjà prises (courrier au PCB du 10 février 2012) :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. nécessité de considérer le territoire du « Delta Camargue Méditerranée » dans son ensemble (fonctionnement deltaïque, approche fluvio-maritime, ruissellement urbains)</li> <li>2. nécessité de disposer d'une véritable évaluation de la « Doctrine Rhône », pour évoquer les orientations stratégiques du Plan Rhône des années à venir.</li> <li>3. urgence de faire correspondre les territoires de problèmes avec les territoires de réponse, en adoptant de nouveaux modèles et échelles d'action</li> <li>4. proposition de création d'une nouvelle Commission Géographique spécifique « Delta Camargue Méditerranée » afin que ce territoire ne soit pas « disloqué » entre 3 commissions distinctes (fleuve côtier Ouest, Littoral PACA, Plan Rhône).</li> <li>5. définition d'une méthodologie de travail avec les services de l'Etat (en Région et au niveau départemental pour l'élaboration des stratégies locales)</li> <li>6. émergence d'une nouvelle forme de gouvernance autour des documents de planification locaux dans le cadre de la stratégie nationale de gestion et de prévention des risques : le territoire « Delta Camargue » pourrait devenir un « espace expérimental ».</li> </ol>
<b>CG 30</b>	<p>Rappelle la nécessité de prendre en considération la dangerosité des phénomènes et leur ampleur, ainsi que la croissance démographique exceptionnelle du département.</p> <p>Rappelle l'importance de tenir d'une approche globale de gestion des inondations à l'échelle du bassin de vie tel qu'il existe actuellement.</p> <p>Apporte des éléments complémentaires de caractérisation de la poche d'enjeux.</p> <p>Demande l'exemption du périmètre du territoire aux communes de Clarensac, Vergèze, Codognan, Le Cailar, Vauvert, Aubord, Bouillargues, Manduel, Saint-Gervasy, Bezouce, Le Redessan, La Calmette, en plus des 9 communes déjà intégrées.</p>
<b>Préfet 30</b>	<p>La demande de la ville n'apparaît pas recevable car non compatible avec la méthode retenue à l'échelle nationale. La ville de Nîmes à elle seule ne constitue pas une unité urbaine ni un territoire fonctionnel pour la gestion du risque.</p> <p>D'autre part son territoire est inondé tant par les cadereaux que par le Vistre. Le TRI sera donc nécessairement associé à une stratégie locale de gestion du risque inondation couvrant le bassin versant du Vistre étendu à ses affluents dont les cadereaux.</p> <p>Les inquiétudes manifestées par le maire dans le courrier nous semblent également sans fondement dans la mesure où la signature du PAPI 2, jugé nécessaire par tous les partenaires du programme pour un bon achèvement de la protection du centre urbain contre le risque inondation, doit intervenir en 2013, soit bien avant que les prochaines étapes de la mise en œuvre de la directive ne soient franchies.</p> <p>Propose de ne pas suivre l'avis de la ville de Nîmes.</p>

## **Position retenue par le préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée**

La proposition d'élargir à un périmètre comprenant les 21 communes est cohérente avec l'EAIP, sauf pour La Calmette qui dépend du bassin versant des Gardons alors que toutes les autres communes de TRI appartiennent au bassin versant du Vistre. Le bassin versant des Gardons étant par ailleurs lié au TRI d'Alès, nous proposons de ne pas retenir la commune de la Calmette dans le TRI de Nîmes, puisque l'aléa lié aux Gardons sera pris en compte dans le cadre de la stratégie locale du TRI d'Alès.

Par ailleurs, il est proposé de ne pas retenir la proposition de la ville de Nîmes. En tout état de cause, il n'y a pas de raison qu'une délimitation d'un périmètre élargi pour le TRI de Nîmes ait un impact sur le plan Cadereaux. En effet la stratégie locale pourra comporter plusieurs volets avec des périmètres d'actions différents, dont le volet Cadereaux qui pourrait se limiter au périmètre communal de Nîmes même avec un TRI plus large.

**En conclusion, il a été choisi d'élargir le périmètre aux 20 communes (celles proposées par le conseil régional sauf la Calmette) et de limiter le périmètre cartographié aux aléas connus pour la crue de référence.**

**Les aléas liés aux affluents tels que le Rhony ou le Buffalon ne seront cartographiés que dans la limite de la connaissance développée et disponible à ce jour (cela concerne les communes de Clarensac, Caveirac, Bouillargues, Manduel et Redessan).**